

David Abiker : Il publie « Comment pensent les démocraties » chez Albin Michel ; c'est l'un de nos plus grands philosophes. Marcel Gauchet est l'invité exceptionnel de la matinale de Radio Classique.

Marcel Gauchet, bonjour. Merci d'être venu parler à nos auditeurs. Commençons par un sondage, même si c'est peut-être faire insulte à votre savoir sur le temps long. Il y a des sondages qui permettent d'éclairer une discussion. Le Centre d'étude de la vie politique française vient de publier son baromètre annuel de notre vie politique. Enquête sérieuse, très constante également. Trois Français sur quatre estiment que notre démocratie fonctionne mal. Qu'est-ce que ça vous inspire, ce malaise démocratique que pointent les Français ?

Marcel Gauchet : Cela met en lumière une donnée, qu'en un sens nous connaissons tous très bien, mais dont la portée, souvent, nous échappe : la démocratie ne peut fonctionner qu'à la confiance des citoyens envers les détenteurs du pouvoir ! Et c'est ça qui paralyse la démocratie française, l'absence de confiance, tout simplement, dans les gens qui nous gouvernent, quelles que soient leurs orientation politique. Et je parle aussi bien des candidats à l'exercice du pouvoir que des gens en place. L'idée principale dans la démocratie du point de vue du fonctionnement banal, c'est l'alternance. Eh bien ! on a le sentiment que pour les Français, l'alternance ne change rien. Ça veut dire qu'il n'y a pas de vrais projets politiques possibles. Donc, en ce sens-là, la démocratie va mal. Et c'est la question qu'il faut se poser : pourquoi cette perte de confiance ?

D.A. : Alors justement, répondez-y !

M.G. : Je crois que, tout simplement, nous avons l'impression d'un changement d'époque et d'un déphasage profond du personnel politique par rapport aux questions de base que se posent les acteurs, les citoyens, aussi bien les chefs d'entreprise que les travailleurs de base. Nous sommes dans un moment où nous n'avons pas les gens qui nous paraissent en prise sur le mouvement du monde et qui nous permettraient d'y répondre efficacement. C'est ça qui devrait être le centre de la réflexion du personnel politique.

D.A. : Marcel Gauchet, est-ce que notre déclin démographique y est pour quelque chose ? Quand vous dites : « On n'a pas les gens »... On n'a peut-être pas les jeunes, non plus ?

M.G. : Apparemment, les jeunes ne sont pas très au rendez-vous dans la vie publique et c'est un des grands problèmes, parce que c'est probablement ceux qui sont, par nature, les plus à même de ressentir le décalage entre ce qu'ils vivent, les perspectives qui sont devant eux à l'échelle de leur vie, et la réalité du fonctionnement politique. Il y a un décalage abyssal qui, manifestement ne leur donne pas envie de beaucoup s'engager.

D.A. : Alors, vous parlez de la confiance. Longtemps quand on n'avait pas confiance politiquement, on pouvait s'accrocher à une idéologie. On pouvait être socialiste, on Tout en pouvait être libéral ou néolibéral, on pouvait évidemment être communiste. Que deviennent ces idéologies qui étaient un peu des barreaux d'échelle pour les citoyens ? Si je n'ai pas confiance dans la droite, eh bien ! je suis de gauche, pour mille raisons. Et si je n'ai pas confiance dans la gauche, je suis de droite. Les idéologies, c'était pratique quand même pour s'arrimer à ce cadre démocratique !

M.G. : Des grandes idéologies, c'est-à-dire celles qui se formulaient comme un corps de doctrine auquel on pouvait tout à fait se raccrocher intellectuellement, nous sommes passés dans une configuration tout à fait différente. Il y a une idéologie très hégémonique, mais qui ne se présente pas comme une grande idéologie, qui est tout simplement ce qui apparaît comme la règle de fonctionnement de nos sociétés. Sauf que c'est là où le problème se pose. Cette règle, plus ou moins acceptée par tout le monde avec des variantes, est en décalage par rapport aux nécessités dont on pressent l'arrivée. Nous changeons de monde tout simplement, et nous voyons que le discours, à l'intérieur duquel tous les acteurs du système politique évoluent, est à côté de cette réalité. Donc nous allons vers un monde de réinvention d'idéologies, de retour d'une réflexion politique qui va, probablement à terme – ce ne sont pas des choses qui se font en quelques mois ou en quelques années – mais qui va, à terme, probablement changer profondément l'ambiance intellectuelle de la vie démocratique.

D.A. : Et ça, ça vous plaît !

1 Ce texte est la transcription écrite d'un entretien oral. Tout en respectant cette oralité, il nous a fallu parfois reformuler les choses pour qu'elles soient compréhensibles à l'écrit.

M.G. : Ça me paraît le rythme normal de l'histoire qui invente. Imaginer que nous sommes à la fin de l'histoire et que nous allons, euh, « croûtonner » jusqu'à la fin des temps à l'intérieur de la même grille de lecture, ce serait un peu désespérant.

D.A. : Comment avez-vous dit ? « Croûtonner » ?

M.G. : Oui, c'est un mot populaire !

D.A. : J'adore ce mot : on va croûtonner. Et bien non, on ne va pas croûtonner ! Mais on a quand même un sujet en Europe, c'est qu'il y a une crise de confiance dans notre modèle européen, dont on était si fier, qu'on a voulu exporter au moment de la colonisation, qu'on a voulu ensuite revendre au monde avec les droits de l'homme, la paix universelle, la société des nations, l'ONU, etc. Et puis là, on n'a plus confiance ! Et c'est peut-être ça qui nous chatouille le plus en vérité, c'est que l'Europe ne sait pas se réinventer ?

M.G. : Oui, mais les institutions européennes, telles qu'elles fonctionnent, ne sont pas propices à la réinvention ! Nous avons un système, disons globalement bureaucratique – même s'il faut être prudent dans le maniement de ce genre de mot – qui n'est pas, par nature, un creuset intellectuel effervescent, c'est le moins qu'on puisse dire ! Qui plus est, l'Europe qui a été le centre de la modernité depuis qu'elle existe, depuis donc des siècles, qui était encore au moment de la guerre froide le lieu de l'affrontement Est-Ouest entre deux modèles : la démocratie et le totalitarisme soviétique, cette Europe aujourd'hui est marginalisée par rapport à une redéfinition des forces à l'échelle du globe où nous apparaissions marginaux. Nous sommes marginaux et personne ne veut de notre modèle ! En fait, on voit bien que les États-Unis sont passés dans quelque chose qui est très important. Il y avait un complexe américain à l'égard de l'Europe, le complexe du fils à l'égard du père, ou de la fille à l'égard du père. Et maintenant, disons carrément que pour eux, nous n'existons plus. Ils nous méprisent.

D.A. : Vous pensez qu'ils vont tuer le père ?

M.G. : Nous tuer, non, mais passer ailleurs ! Nous, nous n'existons plus vraiment pour eux, si ce n'est à titre de marché pendant qu'on a encore un peu de richesse ! Mais nous ne représentons plus un lieu d'invention politique, ni d'invention technologique, ni d'invention des mœurs, ni d'invention culturelle. C'est un énorme changement dans ce rapport transatlantique !

D.A. : Ça pose un problème à l'Europe ?

M.G. : et l'Europe n'a pas pris la mesure de sa petitesse à l'échelle du monde. Il y a un chiffre très bête qu'il faut toujours rappeler pour comprendre ce qui se passe dans les têtes. Même si on n'y réfléchit pas vraiment, on sait que ça existe. L'Occident, c'est-à-dire en gros les États-Unis, l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Europe, c'est un milliard de personnes, en gros. Mais le reste du monde, qui devient de plus en plus présent, y compris sur notre sol sous la forme de l'immigration, c'est 7 milliards de personnes. Le différentiel de puissance potentiel ! Quand on voit la montée en puissance de la Chine, de l'Inde dont on ne parle pas beaucoup, un milliard sept cents millions d'habitants ! Qu'est-ce que nous sommes à côté ? il y a une sorte de déphasage par des réalités, simplement même, démographiques par rapport à un état du monde qui demande un réajustement complet de nos attitudes.

D.A. : *Marcel Gauchet publie « Comment pensent les démocraties ? » chez Albin Michel.* Marcel Gauchet, ce déphasage, on le retrouve face à la sidération que nous inspirent les États-Unis, pour ne prendre que cet exemple, l'allié de toujours etc., etc.. Des gens disent : « Les États-Unis sont dans une période préfasciste ». Évidemment, nous, les vieux démocrates qui « croûtonnons », comme vous dites, dans nos valeurs, on n'arrive pas à comprendre ce qui arrive aux États-Unis. Pire, on en a peur. Faut-il avoir peur de ce Donald Trump et de la trajectoire démocratique prise par les États-Unis ?

M.G. : Trump est effectivement très déconcertant par rapport à tous nos repères, mais personnellement, je ne suis pas inquiet sur l'avenir de la démocratie américaine, parce que je crois que s'il y a un pays du monde où l'attachement des personnes à leur liberté individuelle est puissant, c'est celui-là. Il y aurait beaucoup plus à craindre en Europe à mon sens, avec ses vieilles habitudes autoritaires, qu'aux États-Unis !

D.A. : Je vous arrête un moment parce ce que vous dites est très important. Pour les Américains, un des critères fondamentaux de l'existence de la démocratie, c'est la liberté. Et en Europe, c'est l'égalité !

M.G. : Oui, vous avez raison.

D.A. : Pouvez-vous développer ?

M.G. : Je pense que ce sont deux univers totalement différents. L'égalité, par exemple, c'est le rôle de l'État. C'est la puissance publique qui peut réaliser l'égalité, l'inégalité étant naturelle, et l'égalité étant un produit politique et social ! Donc, nous sommes devant deux mondes et, à mes yeux, Donald Trump incarne simplement une chose que nous savons dans la démocratie : l'extrême personnalisation du pouvoir, qui est une tendance lourde des démocraties depuis maintenant 60 ou 70 ans. Et bien, lui, il pousse la chose à l'extrême. Non seulement, il personnalise le pouvoir, mais il en fait en quelque sorte une affaire privée dans son exercice. Il reçoit tout le monde dans sa résidence secondaire. La terre entière défile dans son terrain de golf. Il parle comme on parle au bistrot d'à côté sans aucun apprêts diplomatiques. Mais il faut bien voir qu'il y a eu des précédents aux États-Unis dans le passé. Il est dans une tradition américaine, y compris avec les grands changements de direction politique qui sont une des caractéristiques de l'histoire politique américaine. Et il a ce côté privé – qui ne parle pas à tous les Américains ; il y a une grande division politique aux États-Unis – mais qui parle à une partie des Américains qui se retrouvent dans ce style qui, pour nous qui sommes très habitués à l'étiquette, au système de cour, à la prestance des pouvoirs, évidemment, est complètement déconcertant. Mais il faut apprendre !

D.A. : [à l'adresse des auditeurs] Si vous voyez Marcel Gauchet, je vous recommande la vidéo qui sera publiée sur Radio Classique. Voilà un intellectuel qui n'est pas inquiet de l'avenir mais qui, au contraire, a soif de l'analyser et de penser le monde qui vient. Alors, est-ce que l'Europe sera capable de protéger son modèle ou, au contraire, doit-elle s'en défaire pour rester vivante ?

M.G. : Elle ne doit pas s'en défaire, mais elle doit passer à la phase de réflexion sérieuse sur ce qu'elle a fait, parce que c'est une construction qui s'est développée dans le temps sans vrai projet, par à-coups, par réponses à des crises et dont, jamais, on a essayé de dégager la philosophie. Par exemple, l'Europe n'a jamais tranché la question vitale : est-ce qu'elle est une Europe des nations ? Est-ce qu'elle est une Europe post-nationale ? Est-ce qu'elle est une Europe qui va donner une nation européenne ? Ce sont trois destins complètement différents, et nous vivons dans l'équivoque, chacun vivant sur son modèle sans se préoccuper de savoir ce qui se passe du côté de l'autre modèle. Et bien ! le moment est venu d'une vraie constitution européenne qui définirait pour de bon ce que nous voulons, alors que nous ne l'avons jamais fait. Et cette in-définition est cruelle parce qu'elle revient quand on n'a pas de d'idée clair de ce qu'on est, on confie le pouvoir à des pouvoirs de fait qui n'ont pas eux-mêmes de direction, une bureaucratie au sens vrai du mot. C'est le problème européen.

D.A. : Et on continue à croûtonner ! Marcel Gauchet au micro de Radio Classique. Merci à vous. « Comment pensent les démocraties ? » Ça vient de paraître chez Albin Michel. Marcel Gauchet, à très bientôt. Merci de m'avoir appris ce verbe que je trouve extraordinaire, « croûtonner », verbe du premier groupe. Marcel Gauchet, à bientôt.